



## **F.S.U. DECLARATION LIMINAIRE AU CTSD du 5 février 18**

C'est dans un contexte très particulier que se tient ce CTSD. Initialement programmé demain 6 février, vous avez décidé de l'avancer à aujourd'hui pour raison de grève. Celle-ci n'a pu être évitée car la carte scolaire qui va se décider ne sera pas satisfaisante pour toutes les écoles. Cette grève est d'ores et déjà une réussite avec plus d'une quarantaine d'écoles fermées, fait exceptionnel pour une grève sur la carte scolaire. Ce n'est pas à prendre à la légère. Elle montre la détermination des collègues à souhaiter une autre carte scolaire. Elle est preuve aussi d'une exaspération générale (manque de remplaçants, classes chargées, formation en berne, conditions de travail difficile...). Nous espérons que cette colère légitime sera entendue. Dans certains départements comme le 93, des postes supplémentaires ont été obtenus. L'inverse serait incompris. Le premier document de travail puis la tenue du groupe de travail du 23 janvier ont permis d'échanger sur les propositions faites. Le SNUipp-FSU 87 s'est alors étonné de ne trouver aucune proposition d'ouverture dans aucune école hors REP et REP+. Le SNUipp-FSU 87 a proposé d'ajouter au projet 5 ouvertures de classes : RPI Champagnac/Champsac, Landouge Limoges maternelle, Ambazac maternelle, Le Palais sur Vienne Giraudoux élémentaire, Isle élémentaire. Plusieurs autres situations ont été portées au débat et auraient nécessité des moyens supplémentaires.

Le SNUipp-FSU 87 s'est employé à faire remonter les derniers chiffres prévisionnels des écoles et a apporté plusieurs compléments d'informations sur les situations particulières de plusieurs écoles.

Côté projet de fermetures figuraient 16 classes de maternelles aboutissant après la mesure à des effectifs oscillant entre 25 et 29,5 élèves par classes, 12 écoles élémentaires avec des chiffres allant de 23,20 à 26,83 et 21 écoles primaires avec des chiffres allant de 22,33 à 27,50. Soit 49 classes menacées de fermeture. Et on ne peut que le constater, dans beaucoup d'écoles, les mesures de fermetures si elles devaient se confirmer aboutiraient à un durcissement des conditions de travail et d'apprentissage pour les élèves comme pour les enseignants. La baisse du nombre estimé d'élèves à la rentrée de 304 devrait permettre de commencer à faire diminuer le nombre des élèves par classe. On sait bien que c'est un des outils essentiels dans la lutte contre les inégalités et

le combat contre l'échec scolaire. A ce propos, entériner la fermeture de 12 postes de PDMQDC en postes d'adjoints pour mettre en place les CP « 100% réussite » en REP et REP+ alors que ce dispositif était plébiscité par les collègues et juste mis en place est un marqueur éloquent de la politique menée. L'Ecole a besoin d'un projet ambitieux. Les élèves mais aussi les enseignants ont besoin de retrouver des RASED complets pour lutter contre la difficulté scolaire, de PDMQDC pour travailler en petits groupes, pour travailler en équipe. Ces créations/suppressions perpétuelles sont nocives. La nécessaire stabilité permettant d'aboutir à la réalisation de projets pensés doit être recherchée. Pour ce faire, il ne faudrait pas fermer des postes pour quelques élèves de moins.

Le document que nous allons étudier maintenant fait état de 28 classes qui restent proposées à la fermeture.

Les 22 ouvertures pour les CP-CE1 à 12 en REP et REP+ et les 3 postes pour assurer les volumes supplémentaires de décharges de direction induits sont maintenues sans aucun moyen dédié. Obtenir des postes supplémentaires est donc une nécessité.

Nous saluons le projet des 8 créations de postes de brigades. Nous ne souhaitons pas que ce volume soit revu à la baisse et qu'une fois de plus les moyens de remplacement servent de variable d'ajustement. Avec ces 8 postes, le nombre de brigades sera porté à 133. Il n'en manquera « plus que » 27... Il est nécessaire de poursuivre cet effort.

Nous demandons à nouveau, encore et encore, qu'un plan de rattrapage en postes soit activé au plus vite pour notre département et ce, sans prendre sur les autres départements comme la Corrèze par exemple. Sans cela, les cartes scolaires se suivront et se ressembleront, décourageant et même écoeurant les enseignants, mais aussi les parents d'élèves, soucieux que leurs enfants aient un enseignement de qualité. Il en va de la bonne compréhension du principe de donner plus à ceux qui ont moins, où qu'ils se trouvent. Il en va de la cohésion sur l'ensemble du territoire.

« Pour ne laisser personne sur le bord du chemin. »